

Pour la promotion de l'Etat de droit aux frontières de l'Union européenne

Résolution n°20/5, adoptée par le Conseil d'administration des Jeunes Européens - France le 30 août 2020 à La Turballe.

Les Jeunes Européens - France appellent l'Union européenne et le Conseil de l'Europe à promouvoir l'Etat de droit dans les états frontaliers de l'UE, et de ce fait :

- Souhaitent une prise de position ferme et des actions conséquentes quant à la mise en danger des libertés fondamentales et des droits humains dans les pays frontaliers de l'UE, et un soutien clair aux sociétés civiles.

Sur le Bélarus

- Félicitent les positions du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne quant à la situation politique bélarusse et invitent cette dernière à réformer la politique du voisinage européen, en renforçant le soutien aux sociétés civiles locales et en accentuant les contreparties politiques contraignantes dans les accords bilatéraux ;
- Soutiennent les forces de l'opposition du Bélarus, notamment le conseil de coordination, composé de personnalités de la société civile. Ce soutien doit se traduire par toute mesure de facilitation de leur action comme une simplification de l'accès à l'asile politique.. La libération expresse de tous les prisonniers politiques ainsi que la tenue de nouvelles élections démocratiques seront une condition sine qua non de la levée des sanctions ;
- Souhaitent que l'Union européenne appuie vers un accord d'association dans le cas où celui-ci ferait un grand pas vers une transition démocratique et de nouvelles élections sous l'égide d'observateurs internationaux (notamment Union européenne et Organisation de sécurité et de coopération en Europe). Aussi faudrait-il que les Etats membres du Conseil de l'Europe ouvrent la porte à une accession pour assurer la protection de la société civile en garantissant les Droits de l'Homme au Bélarus ;

Affaires extérieures

Résolution n°20/5

- Souhaitent que l'Union européenne offre une perspective européenne au Bélarus, veille sur la capacité effective pour la Biélorussie de choisir librement son avenir institutionnel au sein de l'Europe une fois son système démocratique instauré ;
- Donnent mandat au Bureau national des Jeunes Européens - France pour que la Liberté en Biélorussie reste un thème permanent dans l'action de l'association et pour s'associer aux éventuels collectifs associatifs qui se constitueraient en solidarité avec les démocrates de Biélorussie.

Sur la Russie

- Soutiennent les sanctions à l'encontre de la Fédération de Russie, demandent leur renforcement et remettent en cause sa réintégration au sein du Conseil de l'Europe. Aussi faut-il se poser la question des intérêts stratégiques russes dans l'Union européenne (Nord Stream 2) et l'impact que cela a sur l'indépendance énergétique européenne et des nombreuses déstabilisations lors des dernières échéances électorales (soutien à des partis anti-démocratiques à travers l'UE via des réseaux religieux, Cambridge analytica, le « rapport russe » au Royaume-Uni).

Sur les Balkans occidentaux

- Félicitent la Macédoine du Nord et l'Albanie pour l'entame des négociations d'accession. Cependant, les Jeunes Européens - France demandent à la Commission européenne de ne pas se précipiter dans l'application des chapitres de l'acquis communautaire et de fixer une échéance d'accession pour éviter que les scénarios bulgare et roumain ne se répètent, notamment sur l'Etat de droit. Pour la Macédoine du Nord, il faut y ajouter le respect des minorités linguistiques et ethniques et l'assurance d'une certaine représentativité des différentes composantes du pays ;
- Encouragent l'Union européenne à contribuer au développement social, économique et politique à travers des initiatives de désenclavement des pays des Balkans occidentaux, une politique de soutien à la libre circulation de la population du Kosovo, ainsi que des politiques de soutien à la jeunesse.

Affaires extérieures

Résolution n°20/5

Sur la Turquie

- Dénoncent les agissements autoritaires de Recep Tayyip Erdogan en Turquie, de répression de forces de l'opposition, d'atteinte aux droits des minorités, notamment ethniques, aux universitaires et à la justice ;
- Dénoncent la politique impérialiste de la Turquie, notamment en Méditerranée orientale ;
- Encouragent l'Union européenne à prendre les sanctions nécessaires envers les décideurs politiques du régime.